

Que la gloire de notre passé nous inspire. Cessons de négliger nos traditions. Depuis quatre ans, nous assistons dans le pays au dénigrement du principe de la monarchie. Les traditions sont supprimées de nos forces armées. Le mot «royal» disparaît. Ce sont des exemples d'une machination de l'actuel gouvernement.

J'espère que cette année on fera connaître aux jeunes Canadiens l'histoire de leur pays. Bon nombre de Canadiens se demandent: «Pourquoi se soucier de l'histoire?» Monsieur l'Orateur, «qui ignore l'histoire ignore son pays.»

Donnons à notre pays, cette année, un peu de l'inspiration qui a manqué au discours du trône. Qu'on ne vienne pas dire que de tels sentiments ne peuvent pas animer un discours du trône—qu'ils sont trop généraux pour y être incorporés. S'il y a jamais eu un discours du trône rempli de généralités c'est bien celui-ci. C'est une chose grave que de faire parler pendant 45 minutes un nouveau Gouverneur général, en lui faisant prononcer des paroles qui, dans une large mesure, sont des redites et ne renferment rien qui soit susceptible de nous inspirer ou de nous enthousiasmer, rien qui en sera jamais cité, excepté dans ce débat. Ce discours du trône, au lieu de servir de propagande au Canada, est une liste de promesses non réalisées. Ceux à qui incombe le devoir de rédiger ce discours y ont travaillé longtemps. Ils n'ont produit qu'une œuvre terne, sans vigueur, vague et incertaine. Il renferme 29 points différents ou promesses de mesures législatives, dont trois seulement sont nouvelles. On ne trouve rien, en 1967, au sujet de la constitution, excepté que «nous l'étudions».

Eh bien, monsieur l'Orateur, le Royaume-Uni a eu des gouvernements de faits—des gouvernements de sots. Nous n'avions jamais eu de gouvernement que l'on aurait pu appeler le gouvernement «nous étudions la question». Or, nous en avons un maintenant. Le 21 avril nous avons entendu l'ébauche d'un discours du trône prononcé par le premier ministre (M. Pearson). Nous en aurons encore un autre aujourd'hui sans aucun doute—mélange de promesses rompues et d'aspirations manquées qui offrent au peuple canadien le semblant de l'action.

• (3.40 p.m.)

Je vais passer en revue les recommandations dans quelques instants. Elles comprennent un ministère des affaires des consommateurs, des prêts à long terme aux coopératives d'agriculture et de pêcheries, une société de la Couronne pour administrer les mines de charbon de la Nouvelle-Écosse, chose que les députés du Cap-Breton de notre côté de la

Chambre cherchent à obtenir depuis longtemps. En ce qui concerne l'agriculture, il est surprenant que le comotionnaire de l'Adresse en réponse au discours du trône ait dit que tout allait bien. Tout ce qu'on compte faire pour le cultivateur, alors que les prix de vente fléchissent et les prix d'achat montent, c'est de créer une équipe spéciale pour l'agriculture, comme si celle-ci n'avait pas déjà assez d'ennuis.

Rien dans le discours du trône n'encourage la libre entreprise, rien ne laisse espérer une diminution des impôts. Le gouvernement n'en prévoit pas pour l'instant, mais il pourrait laisser entendre qu'il fera quelque chose pour soulager les Canadiens accablés par des impositions.

Que promet-il? J'ai mentionné l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Il élargira le programme des régions désignées, modifiera les dispositions de l'assurance-chômage et présentera un Livre blanc sur les placements. C'est là un exemple du syndrome de Gordon qui afflige le gouvernement. Celui-là, quoi qu'il fasse, crée des ennuis au gouvernement. Les libéraux ne peuvent vivre ni avec lui ni sans lui. Ils lui donneront la présidence d'un comité qui lui permettra de décider si les placements étrangers ont du bon. Ma foi, monsieur l'Orateur, c'est un homme tout à fait impartial à ce sujet. C'est pour cette raison qu'il a été choisi comme président du comité.

Il y a une autre victoire contre le ministre des Finances (M. Sharp) et ceux de la droite—la Société de développement du Canada. On a déterré cette vieille histoire qui figure pour la troisième ou quatrième fois au discours du trône; c'est une triple résurrection.

Monsieur l'Orateur, le discours du trône est un document étonnant. On apportera des modifications à la loi sur les Indiens mais on ne nous dit pas lesquels. Lorsque nous étions au pouvoir, nous avons accordé aux Indiens le droit de vote. Le député de Yukon (M. Nielsen) a proposé un projet de loi tendant à accorder le droit de vote aux Esquimaux et nous l'avons appuyé.

Il y a quelque chose de renversant au sujet des affaires internationales. Les experts en questions internationales abondent dans ce gouvernement, mais que font-ils à propos du Vietnam? Sachant que les Nations Unies ont rejeté la proposition du Canada et des nations associées d'instituer une force de paix sous l'égide des Nations Unies, le gouvernement propose maintenant une présence internationale. D'après le général Allard, nos troupes seront transformées en force internationale. Rien, dans le discours du trône, ne dit au peuple canadien que la liberté ne saurait survivre sans l'OTAN.